

## BREVES ÉCONOMIQUES

### DU PROCHE-ORIENT

#### UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

N° 18 – du 27 avril au 4 mai 2023

## ZOOM SUR : ÉGYPTÉ – REVUE DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

Dans son rapport annuel 2023, le ministère égyptien de la Coopération internationale, qui coordonne et assure la tutelle de l'ensemble des agences nationales qui bénéficient de financements étrangers, fait état de montants en forte augmentation ces dernières années : 13,7 Mds USD d'aide au développement en Égypte en 2022 contre 10,3 et 9,9 Mds USD en 2021 et 2020. Ces fonds sont principalement destinés à des contreparties publiques (81 %) et émanent la plupart du temps de bailleurs de fonds multilatéraux (80 %). En réponse aux principaux défis rencontrés actuellement par l'Égypte, l'aide vient principalement en appui au développement des transports, au renforcement du secteur privé, en soutien au budget de l'État et à la sécurité alimentaire. En amont de l'accueil de la COP27, l'Égypte a eu pour ambition d'attirer des financements climats, notamment à travers le lancement de la plateforme *Nexus of Water, Food & Energy* (NWFE), pour sécuriser 15 Mds USD de fonds fléchés vers le secteur énergétique, l'eau et la sécurité alimentaire (respectivement la BERD, la Banque africaine de développement et le Fonds international de développement agricole en chef de file). Par ailleurs, plusieurs bailleurs (BEI, Banque Mondiale) se sont mobilisés fin 2022 pour soutenir l'Égypte, premier importateur de blé au monde, alors aux prises avec une forte hausse des cours des céréales.

En raison du poids démographique du pays (104 millions d'habitants), d'un niveau de revenu intermédiaire (PIB/hab de 3 700 USD en 2021) et de son importance géostratégique, l'Égypte est un pays d'intervention majeur pour l'ensemble des bailleurs multilatéraux. Si leur engagement s'est fortement accru depuis la dernière stabilisation du cadre macroéconomique (facilité élargie de crédit 2016-2019), il reste globalement stable sur le temps long. Les bailleurs multilatéraux ont déjà déboursé 62 Mds USD pour l'Égypte et y sont actuellement engagés à hauteur de 21 Mds USD. S'ils ont longtemps priorisé le financement d'infrastructures et l'octroi de lignes de crédit, leurs stratégies évoluent. Ils font du renforcement de la compétitivité de l'économie égyptienne et du secteur privé ainsi que du financement d'infrastructures durables et de mesures sociales leurs axes d'action prioritaires pour favoriser la résilience du pays aux chocs macroéconomiques et climatiques.

La France est devenue le 1<sup>er</sup> partenaire bilatéral de l'Égypte suite à la signature en juin 2021 d'un accord intergouvernemental portant sur le financement d'un portefeuille de projets dans les transports, l'assainissement, l'énergie et l'agroalimentaire. Après la France (619 M USD), le Japon, la Corée du Sud et l'Allemagne sont les principaux pourvoyeurs de fonds bilatéraux de l'Égypte en 2022 avec respectivement 439, 260 et 222 M USD engagés. Tandis que les Pays-Bas et l'Italie sont très actifs dans l'agriculture, le Japon (financement de la L4 du métro du Caire) et la France sont particulièrement engagés dans les transports. L'Allemagne et la Corée du Sud se distinguent par leur soutien à la formation et à l'éducation supérieure, tandis que le Japon est impliqué dans le domaine culturel (financement du Grand Musée égyptien). L'AFD et la KfW, avec respectivement 3,1 Mds EUR (depuis 2016) et 1,7 Md EUR (depuis 2017) alloués à l'Égypte, sont les principaux partenaires bilatéraux de l'Égypte offrant des financements non-liés. D'autres pays (Russie, Chine, France, Japon) s'appuient sur des financements liés plus ou moins concessionnels pour appuyer leurs offres commerciales.

#### LE CHIFFRE À RETENIR

**13,7 Mds USD**

MONTANT DE L'AIDE AU DÉVELOPPEMENT  
POUR L'ÉGYPTÉ EN 2022

Service Économique du Caire

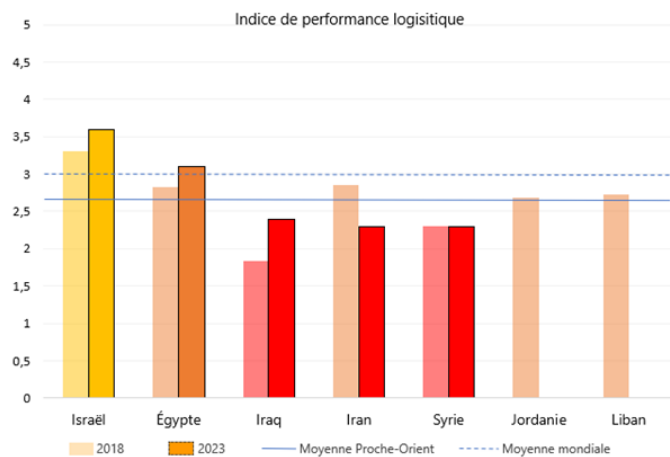


## REGION

### 1. MISE A JOUR DE L'INDICE DE PERFORMANCE LOGISTIQUE DE LA BANQUE MONDIALE.

La Banque Mondiale a mis à jour fin avril son Logistics Performance Index, qui se base sur des enquêtes auprès d'opérateurs logistiques internationaux. Cet indice vise à aider les pays à identifier les leviers d'amélioration de leur performance logistique. Les scores vont de 0 (score le plus bas) à 5 (score le plus élevé) et se basent sur six grandes variables : (i) qualité des infrastructures, (ii) performance des douanes, (iii) facilité d'accès pour les expéditions internationales, (iv) compétence logistique, (v) respect des délais et (vi) suivi des chargements.

De manière notable, l'Égypte, Israël et l'Irak ont amélioré leur score depuis la dernière mise à jour de l'indice en 2018. L'Égypte a particulièrement progressé en matière de facilité d'accès pour les expéditions internationales et de respect des délais, tandis que l'Irak a amélioré son score de manière homogène dans tous les aspects logistiques considérés. À l'inverse, l'Iran a régressé, avec des baisses notables en compétence logistique et en respect des délais. La Banque Mondiale n'a pas affecté de score global au Liban et à la Jordanie, faute d'enquêtes et de données suffisantes. Toutefois, avec 12,2 jours de retard en moyenne, le Liban occupe la 14<sup>ème</sup> place du classement (sur 140 pays) en matière de retards pour les importations au port, derrière la Syrie (5<sup>ème</sup>) et l'Égypte (7<sup>ème</sup>) avec respectivement 15,5 et 14,4 jours d'attente.



## ÉGYPTE

### 1. AUGMENTATION DES PRIX DES PRODUITS ALIMENTAIRES SUBVENTIONNES.

Le Ministre de l'Approvisionnement et du Commerce intérieur, Ali Al-Messelhi, a annoncé l'augmentation progressive des prix de ventes des 31 produits alimentaires de base destinés aux détenteurs de cartes de rationnement (accessibles à prix réduits dans le cadre du programme Tamween de subventions des denrées de base). Dans un premier temps, le kilo de riz va passer de 10,5 EGP à 12 EGP (+ 14 %) tandis qu'une bouteille d'huile de cuisson coûtera 30 EGP contre 25 EGP à ce jour (+ 20 %). La flambée des prix des denrées alimentaires (+62,9% en g.a. en mars 2023) a en effet considérablement renforcé les pressions sur les finances publiques (plus de 70 millions d'Égyptiens bénéficient de ce programme). Le Ministre a par ailleurs précisé l'intention du gouvernement égyptien d'importer 5 millions de tonnes de blé destinées à la filière publique du pain subventionné sur le marché international pour l'exercice budgétaire 2023/24.

### 2. MATERIALISATION D'UNE 1<sup>ERE</sup> CESSIION DE PARTICIPATIONS PUBLIQUES.

La société émirienne National Paints Holding (NPH) a acquis plus de 80% de la société de peintures et vernis égyptienne Pachin, cotée à la Bourse égyptienne (EGX), pour un montant de 770,5 M EGP (24,9 M USD). L'intégralité des participations publiques de la société Pachin qui représentaient au total pour 56,4 % des parts ont ainsi été cédées, à savoir celles de l'entreprise publique Chemical Industries Holding (44,63 %), de Banque Misr (10,52 %) et de Misr Ins. (1,5%). Pachin figure parmi les 32 entreprises sélectionnées dans le cadre de programme de cession de participations publiques annoncé par le gouvernement en février dernier.

### 3. STANDARD & POOR'S ABASSE LA NOTATION DES 3 PRINCIPALES BANQUES EGYPTIENNES.

L'agence de notation S&P révisé à la baisse ses perspectives sur la National Bank of Egypt (NBE), la Banque Misr et la Commercial International Bank (CIB) en raison de l'exposition de ces banques au risque souverain. Cette évolution reflète les perspectives négatives de l'agence sur la note souveraine annoncées la semaine dernière. Pour



mémoire, le secteur bancaire local est le premier détenteur de titres publics égyptiens qui représentent entre 40 et 50 % du bilan des banques. Moody's avait également abaissé en février 2023 la notation des dépôts à long terme des cinq principales banques égyptiennes (NBE, Banque Misr, Banque du Caire, CIB et Alexbank).

#### 4. PREQUALIFICATION DE 3 ENTREPRISES FRANÇAISES POUR LE PROGRAMME DE DESALEMENT D'EAU DE MER.

Selon un [communiqué](#) publié le 1<sup>er</sup> mai, le Fonds Souverain d'Égypte a présélectionné 17 consortiums qui seront invités à participer à la procédure d'appel d'offres pour le programme gouvernemental de dessalement d'eau de mer. Ce programme prévoit le lancement de plusieurs projets d'une capacité totale prévue de 8,85 M m<sup>3</sup>/j d'ici 2050 dont une première phase à hauteur de 3,35 M m<sup>3</sup>/j d'ici 2025, dans un contexte de raréfaction de la ressource en eau en Égypte. Les consortiums pré-qualifiés ont été divisés en quatre groupes selon la taille des stations : pour celles ayant la plus grande capacité de production (jusqu'à 1 M m<sup>3</sup>/j), deux entreprises françaises figurent : Engie en consortium avec Hassan Allam Holding d'une part, et Suez International avec Meridiam Infrastructure Africa Fund II et Elsewedy Electric d'autre part. L'entreprise Amarenco Solarize Egypt est également présélectionnée dans le groupe 4 (jusqu'à 200 000 m<sup>3</sup>/j).

#### 5. NOUVEAU FINANCEMENT DU JAPON POUR LA 1ERE PHASE DE LA CONSTRUCTION DE LA LIGNE 4 DU METRO DU CAIRE.

À l'occasion du déplacement du Premier Ministre japonais Fumio Kishida au Caire le 30 avril 2023, l'Agence Japonaise de Coopération Internationale (JICA) a signé un nouvel accord en vue du versement de 733 M USD pour financer la construction de la ligne 4 du métro du Caire. Ce prêt correspond à la troisième tranche d'un prêt concessionnel de 1,2 Md USD. Ce projet prévoit le déploiement, en deux phases, d'une ligne de 42 km et de 35 stations. La première phase de la ligne 4 reliera Le Caire, Gizeh et la ville du 6 Octobre tandis que la deuxième phase prolongera la ligne jusqu'à New Cairo. Pour mémoire, cette ligne est source d'opportunités pour les entreprises françaises, Thales et Colas Rail, en consortium avec l'égyptien Orascom Construction, ayant remporté en juin 2022 un contrat de 659 M USD sur la première phase.

## IRAK

### 1. BAISSÉ DES EXPORTATIONS DE PETROLE DEBUT 2023

En cumulé, sur les quatre premiers mois de l'année, les exportations de pétrole brut de l'Irak fédéral (hors Kurdistan) ont atteint 30 Mds USD, contre 38,4 Mds USD un an plus tôt – principalement en raison d'un prix du baril à 76,3 USD en moyenne contre 97 USD en 2022 sur la période. Leur volume se maintient autour de 3,3 Mb/j. Sur le seul mois d'avril, la valeur des exportations de pétrole brut de l'Irak fédéral a atteint 7,8 Mds USD, entièrement déployées depuis Bassorah. En effet, la fermeture de l'oléoduc traversant la Turquie depuis le 25 mars entraîne la perte de près 100 000 b/j pour l'Irak fédéral (et 400 000 b/j pour le Kurdistan). La reprise effective des exportations reste encore suspendue au feu vert des autorités turques. Également, aucune exportation n'a été effectuée ce mois-ci de l'Irak fédéral vers la Jordanie par camion (traditionnellement 10 000 b/j) en raison de négociations encore en cours sur le renouvellement du MoU entre les deux pays.

### 2. REMPLACEMENT DU DIRECTEUR DE L'AEROPORT DE BAGDAD

Hussein Qasim Khafi, directeur de l'aéroport international de Bagdad (BIAP), a remis dimanche 30 avril sa démission au Premier ministre, Mohammed Chia al-Soudani, à la demande de ce dernier. Le Premier ministre aurait manifesté un fort mécontentement lors d'une visite de l'aéroport le 29 avril, lors de laquelle il a déploré le faible niveau des services et des équipements de l'aéroport. Le Premier ministre avait déjà demandé la démission du prédécesseur de M. Khafi en novembre 2022, à la suite de deux incendies survenus à quelques jours d'intervalle. L'aéroport international de Bagdad est un outil et symbole important de la relative stabilisation et ouverture de l'Irak. Ainsi, 9 millions de passagers ont transité par celui-ci en 2022 (soit le triple du chiffre de l'année précédente). Le gouvernement irakien pourrait lancer un projet d'extension de l'aéroport au second semestre 2023.



## IRAN

### 1. DESTITUTION DU MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DES MINES ET DU COMMERCE.

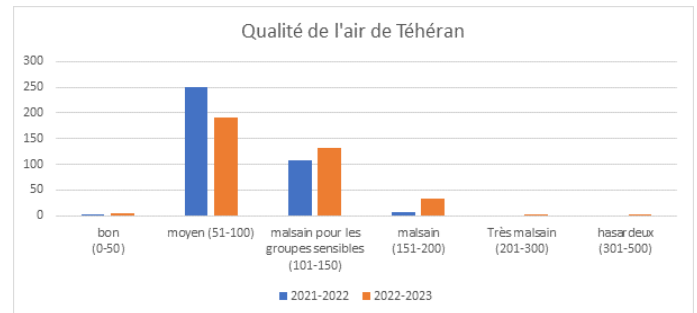
Lors de sa deuxième tentative au cours de l'année écoulée, le Majles a voté (162 voix sur 272) dimanche 30 avril 2023, la destitution du Ministre de l'industrie, des mines et du commerce, M. Reza Fatemi-Amin, pour son incapacité à gérer l'industrie automobile et de possibles prises d'intérêts dans l'attribution de licences minières. Depuis le début de la présidence d'Ebrahim Raïssi en août 2021, cinq ministres ont été remplacés : i) Hojatollah Abdolmaleki, Ministre des Coopératives, du Travail et du Bien-être (démission le 15 juin 2022), ii) Rostam Ghassemi, Ministre des voies et de l'urbanisme (pour raisons de santé le 22 novembre 2022), iii) Yousef Nouri, Ministre de l'Éducation (démission le 3 avril 2023), iv) Seyed Javad Sadatinezhad, Ministre de l'Agriculture (démission le 15 avril 2023) et v) Reza Fatemi-Amin, Ministre de l'industrie, des mines et du commerce (destitution le 30 avril 2023).

### 2. BAISSÉ DE 9% DES ÉCHANGES COMMERCIAUX AVEC L'EUROPE.

Selon Eurostat, au cours des deux premiers mois de l'année 2023, les échanges commerciaux avec l'Union Européenne ont chuté de 838 à 761 M€ (-9% en g.a) dont 622M€ (-7% en g.a) pour les importations en provenance d'Europe et 139M€ (-17% en g.a) pour les exportations. Les trois premiers partenaires, au cours de cette période, sont l'Allemagne (31% du total) avec 243 M€ (-22% en g.a), l'Italie avec 109M€ (-44% en g.a) et l'Espagne avec 47M€ (-29% en g.a). En revanche, les échanges avec la France sont passés de 35 à 47M€ (+34% en g.a) dont 43M€ pour les importations en provenance de France et 4M€ pour des exportations.

### 3. BAISSÉ DE LA QUALITÉ DE L'AIR A TEHERAN.

D'après la société de contrôle de la qualité de l'air de Téhéran, en 2022/2023 la capitale a connu 4 journées de bonne qualité de l'air (0-50), 192 jours de qualité moyenne (51-100), 132 jours nocifs pour les groupes sensibles (101-150), 34 jours nocifs pour l'ensemble de la population (151-200), 2 jours très nocifs (201-300) et 2 jours « hasardeux » (301-500). Les fortes densités de PM<sub>2,5</sub> et PM<sub>10</sub> sont les principales composantes de la pollution de l'air dans les grandes villes. Les camions et les voitures sont identifiés comme les sources majeures de pollution.



### 4. ACTIFS BANCAIRES A L'ÉTRANGER EN HAUSSE DE 18,7%.

Selon la Banque Centrale, au cours des onze premiers mois de l'année 2022/2023, la valeur des actifs bancaires à l'étranger aurait progressé de 18,7% en g.a à 24,6 M Mds IRR dont 7,5 M Mds IRR (+9,1% en g.a) pour la banque centrale, 2,4 M Mds IRR (+18,9% en g.a) pour les banques étatiques Melli/Sepah/Post Bank, 3,8 M Mds IRR (+15,1% en g.a) pour les banques étatiques spécialisées Keshavarzi/Maskan/Tose'e Ta'avon/Sana'at va Ma'aden/EDBI et 10,8 M Mds IRR (+27,9% en g.a) pour les banques non-étatiques et les institutions de crédit non-bancaires. Durant cette période, la dette du secteur public auprès de la banque centrale s'élevait de 29,2% en g.a à 8,4 M Mds IRR dont 7,1 M Mds IRR (+22,6% en g.a) pour l'état et 1,2 M Mds IRR (+87,4% en g.a) pour les sociétés et les instituts publics.

### 5. ARRAISONNEMENT D'UN TANKER EN MER D'OMAN.

Le 27 avril, la marine de l'Artesh a arraisonné l'*Advantage Sweet* dans le Golfe d'Oman, un pétrolier de classe *Suezmax* transportant 750 000 barils de brut. Le navire, battant pavillon des îles Marshall, détenu par une société enregistrée en Chine (SPDB Financial Leasing, dont l'actionnaire ultime serait la banque d'État Shanghai Pudong Development Bank) et géré par une société turque, a été affrété par Chevron pour un voyage depuis le Koweït vers Houston, avec un équipage indien. D'après le *Financial Times*, il s'agit d'une mesure de représailles à la suite de la saisie du *Suez Rajan*, autre pétrolier battant pavillon des îles Marshall, détenu via la société britannique Fleetscape par un fonds de capital-investissement basé à Los Angeles, Oaktree Capital Management, et exploité par l'armateur grec Empire. Sa saisie aurait été ordonné par le Département de la Justice américain en vertu d'une ordonnance d'un tribunal de New York, à la suite de poursuites civiles engagées par les avocats des



familles des victimes du 11 septembre pour faire reconnaître ces cargaisons comme saisissables. En effet, plusieurs jugements de tribunaux américains ayant déterminé une complicité de l'Iran dans la perpétration de ces attentats autorisent des mesures d'exécution hors des Etats-Unis en application de l'exception au *Foreign Sovereign Immunities Act* de 1976 pour motif de terrorisme. Ces poursuites civiles ont été rendues possibles par (i) l'historique de contournement des sanctions américaines du navire, le *Suez Rajan* ayant déjà réalisé une opération de transfert de navire-à-navire avec un autre navire de la flotte fantôme iranienne, le *VIRGO*, au large de l'archipel de Riau, dans la Mer de Chine méridionale, en février 2022; (ii) l'actionnariat clair et enclin à la coopération du navire.

## ISRAËL

### 1. RESTRICTIONS SUR LES EXPORTATIONS DE LOGICIELS OFFENSIFS DE RENSEIGNEMENT.

QUADREAM, important concurrent de NSO (la société qui avait fait parler d'elle en raison de ses logiciels « espions »), a décidé de mettre un terme à ses activités et de licencier son personnel. C'était une des principales entreprises israéliennes spécialisées dans les logiciels de cyberattaque. Cette fermeture fait suite à celles de concurrents plus petits (comme NEMESIS) ou de divisions de cyberattaque de grandes entreprises (comme COGNYTE). La situation difficile de ce secteur naguère prospère en Israël, s'explique en bonne partie par la pression exercée désormais par l'Agence de contrôle des exportations de défense (DECA) pour limiter les licences de vente de ces logiciels espions aux seuls « pays démocratiques », une restriction entrée en vigueur début 2022 à la suite de l'affaire NSO/ Pegasus.

### 2. L'AUTORITE DE L'INNOVATION CRAINT POUR LE DYNAMISME DE LA HIGH TECH ISRAËLIENNE.

Dans un exposé au Ministre de l'Innovation et la Technologie, [l'autorité israélienne de l'innovation](#) présente une image préoccupante de la tech israélienne qui tend à diverger par rapport aux tendances mondiales :

- ✓ Écart négatif croissant entre les valeurs technologiques négociées à Tel-Aviv et au NASDAQ.

- ✓ Augmentation significative des implantations d'entreprises israéliennes à l'étranger (délocalisations).

- ✓ Diminution marquée du nombre et de la portée des investissements dans la Tech.

La recommandation principale faite par l'agence est politique puisqu'elle recommande de mettre un terme à l'incertitude causée par le projet de réforme judiciaire afin de restaurer la confiance des investisseurs et des entrepreneurs à moyen et long terme.

### 3. LE GOUVERNEMENT ISRAËLIEN APPROUVE UN PLAN D'ÉLECTRIFICATION DES BUS URBAINS.

Le Comité national de planification des infrastructures en Israël a approuvé un plan visant à électrifier la totalité du réseau des bus urbains d'ici à 2035. Le ministère des Transports a pour objectif de passer 60% des autobus urbains à l'électricité d'ici à 2026. L'électrification est engagée depuis au moins deux ans à Tel Aviv mais devrait s'accélérer. Le gouvernement devrait investir environ 1 Md ILS (250 M EUR) dans ce projet. Il reste à convaincre les collectivités locales et à réaliser les nouvelles infrastructures nécessaires à cette accélération.

## JORDANIE

### 1. L'UE DECAISSE LA DERNIÈRE TRANCHE DE LA MFA A LA JORDANIE.

La Commission de l'Union Européenne a versé, le 3 mai 2023, 200 M EUR à la Jordanie correspondant à la troisième et dernière tranche de l'assistance macro financière (MFA) - III d'un montant total de 700 M EUR. Pour rappel, la Jordanie avait reçu dans ce cadre 250 M EUR en novembre 2020 puis une nouvelle fois en juillet 2021. Le programme a pour objectif de soutenir la mise en œuvre des réformes économiques du gouvernement jordanien et d'atténuer l'impact de la pandémie de COVID-19. Avec ce versement, l'UE a maintenant fourni à la Jordanie plus de 1,08 Md EUR de MFA depuis 2013. Ce dernier décaissement intervient après que la Commission a estimé que la Jordanie avait mis en place les mesures attendues telles que le déploiement accru de compteurs d'eau intelligents, l'installation de petites stations d'énergie solaire pour 4 000 ménages vulnérables, l'extension du programme d'assistance sociale "*Takaful*" du Fonds national d'aide (NAF) auprès d'environ 200 000



ménages, des mesures visant à accroître la participation au marché du travail, à renforcer la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption, ainsi que l'amélioration de la gestion des finances publiques et de la passation des marchés publics.

## 2. AUGMENTATION DES PRIX DE L'ESSENCE ET BAISSSE DES PRIX DU DIESEL.

La commission de fixation des prix du ministère de l'Énergie a annoncé des changements dans les prix de vente des carburants pour le mois de mai. Le prix du diesel diminue de 0,03 JOD (0,04 USD) pour atteindre 0,755 JOD par litre (1,06 USD). Cependant, les prix de l'essence 90 vont augmenter de 0,01 JOD (0,014 USD) et ceux de l'essence 95 et 98 de 0,005 JOD (0,007 USD) et atteindront respectivement : 0,95 JOD (1,34 USD), 1,185 JOD (1,67 USD) et 1,335 JOD (1,88 USD) par litre. Celui du kérosène reste inchangé à 0,62 JOD (0,874 USD) ainsi que celui des bouteilles de gaz à 7 JOD (9,87 USD).

## 3. PERFORMANCE DU SSIF FIN DU 1<sup>ER</sup> TRIMESTRE 2023.

Ezzeddin Kanakrieh, Directeur du SSIF (*Social Security Investment Fund*), a annoncé les résultats du fonds pour le premier trimestre de 2023. Le total des actifs est passé de 13,8 Mds JOD (19,5 Mds USD) fin 2022 à 14,2 Mds (20 Mds USD) à la fin du premier trimestre de 2023, une augmentation de 400 M JOD (564 M USD) ou +2,9 %. Le portefeuille d'obligations représente 54,8 %, suivi par les actions avec 18,4 %, les instruments du marché financier 13,7 %, les investissements immobiliers 5,8 %, les prêts 3,2 % et le portefeuille touristique 2,3 %. Les revenus du Fonds s'élèvent à 225 M JOD (317,3 M USD) au premier trimestre de 2023 soit une augmentation de +28 % par rapport aux revenus du premier trimestre de 2022 s'élevant à 175 M JOD (247,2 M USD).

## 4. FIN DE L'APPLICATION DE L'ORDONNANCE LIMITANT L'EMPRISONNEMENT DES PERSONNES ENDETTEES.

Depuis le 1<sup>er</sup> mai, l'ordonnance de défense n° 28 de 2021 mise en place pour faire face aux répercussions de la pandémie de Covid-19, qui limitait l'emprisonnement des personnes endettées jusqu'à hauteur de 20 000 JOD (28 200 USD), n'est plus en vigueur. Pour rappel, en janvier 2023, l'ordonnance avait été prolongée jusqu'en avril 2023 et avait été modifiée. Avant la modification, les emprunteurs faisant défaut étaient emprisonnés s'ils devaient des sommes supérieures à 100 000 JOD (141 000 USD), l'amendement a abaissé ce seuil à 20 000 JOD (28 200 USD). Avec l'expiration de cette ordonnance, la

loi antérieure sera appliquée, ainsi toute personne dont la dette dépasse 5 000 JOD (7 050 USD) sera légalement poursuivie. Le Ministre de la Justice, Ahmed Al-Zeyadat, a déclaré que le nombre de débiteurs faisant l'objet de mesures judiciaires s'élève actuellement à 158 000. 68 % d'entre eux doivent moins de 5 000 JOD (7 050 USD) et 87 % moins de 20 000 JOD (28 200 USD).

# LIBAN

## 1. MODIFICATION DU TAUX DE CHANGE APPLIQUE A LA TVA.

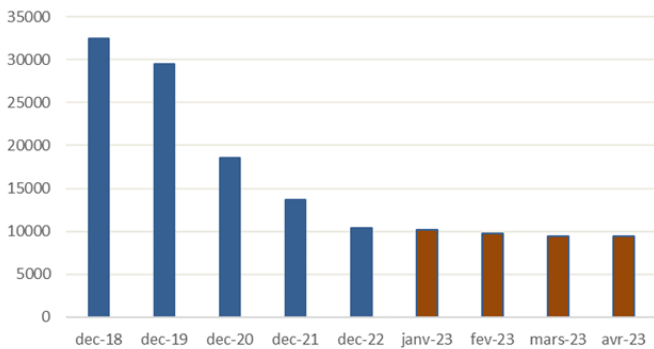
La TVA applicable au Liban ne sera plus calculée au taux officiel de 15 000 LBP / USD, entré en vigueur le 1<sup>er</sup> février 2023, mais à un taux plus proche de celui du marché parallèle. Les importateurs devront désormais calculer la TVA en livres libanaises (LBP) à partir du prix hors taxe en dollars à un taux qui devrait être aligné sur celui appliqué aux taxes douanières, actuellement de 60 000 LBP/USD. Pour les ventes entre commerçants, le taux sera celui de la plateforme Sayrafa de la Banque du Liban, actuellement de 86 500 LBP/ USD. Pour les ventes au détail, le taux applicable sera celui du marché parallèle. Cette décision implique que pour un produit ou un service dont la valeur hors-taxe est calculée en dollar, les 11 % de TVA seront convertis en livres à un taux entre 4 et près de 6 fois supérieur qu'à celui actuellement appliqué. Cela entraînera une augmentation supplémentaire de l'inflation dans un pays qui importe l'essentiel de ses besoins et qui connaît déjà une forte inflation (263,9% en g.a en mars).

## 2. LES RESERVES EN DEVISES DE LA BANQUES DU LIBAN S'ÉLEVENT A 14,5 MDS USD FIN AVRIL 2023.

Le bilan intérimaire de la Banque du Liban (BdL) montre que ses actifs en devises ont atteint 14,45 Mds USD à la fin avril 2023, soit une baisse de 727,5 M USD (-4,8 %) par rapport à la fin 2022, et une baisse de 1,8 Md USD (-11 %) par rapport aux 16,2 Mds USD d'avril 2022. Les actifs en devises étrangères comprennent 5,03 Mds d'eurobonds (sur lesquels le Liban a fait défaut en mars 2020). Les réserves de change de la BdL hors eurobonds s'élèvent donc à 9,43 Mds USD au 30 avril 2023, soit une augmentation de 47,3 M USD (+0,5 %) par rapport à la fin du mois de mars 2023, mais une baisse 1,8 Md de dollars (-16%) par rapport à la fin d'avril 2022 (11,2 Mds USD). La baisse des réserves brutes en devises

de la BdL au cours des derniers mois s'explique partiellement par l'alimentation de la plateforme Sayrafa en dollars.

Evolution des réserves de change de la BdL (en M USD)



### 3. BILAN DU PROJET D'INTERVENTION D'URGENCE POUR L'APPROVISIONNEMENT EN BLE.

À la mi-avril, le prêt de 150 M USD de la Banque mondiale destiné à l'approvisionnement en blé a permis à cinq des six moulins parties prenantes aux accords-cadres avec le ministère de l'Économie et du Commerce (Bakalian Flour Mills, Big Mills of the South, Crown Mills, Modern Mills, National Flour Mills and Shabarek Trading) de proposer des prix compétitifs. 62 525 tonnes de blé ont été importées en février et mars 2023, avec une livraison de 33 000 tonnes de blé russe arrivées à Beyrouth le 6 février, et cinq livraisons totalisant 29 525 tonnes de blé ukrainien. Le 14 avril, deux nouvelles livraisons de 30 000 tonnes et 8 000 tonnes de blé ukrainien ont été approuvées et sont supposées arriver au Liban pendant la première quinzaine de mai. Au total, 44 M USD ont été déboursés depuis décembre 2022. Le ministère de l'Économie et du Commerce tente actuellement de rallonger la durée du prêt, censé prendre fin le 31 mai 2023.

## PALESTINE

### 1. NOUVELLES DEDUCTIONS ISRAËLIENNES SUR LES CLEARANCE REVENUES PALESTINIENNES.

Les médias israéliens font état d'une décision du ministre des Finances, Bezalel Smotrich, de retenir 3,2 millions de shekels additionnels de recettes fiscales palestiniennes au profit des familles de victimes d'attaques et attentats. Cette décision intervient quelques heures après que le ministre palestinien des Finances, Shukri Bishara, ait exhorté

la communauté internationale, lors de la réunion du Comité de coordination de l'aide à la Palestine qui s'est tenue à Bruxelles, à faire pression sur le gouvernement israélien pour qu'il débloque les fonds palestiniens retenus depuis 2019 et qui, selon lui, atteignent 800 M USD.

Pour mémoire, Israël collecte environ 900 millions de shekels tous les mois de droits et taxes sur les importations palestiniennes (les clearance revenues). Environ 200 millions sont retenus, associés à des frais divers (frais de gestion pour leur collecte, dépenses d'électricité, de traitement des eaux, de santé, effectuées par les palestiniens), ainsi qu'un montant variant entre 50 et 100 millions de shekels au titre des « salaires » versés par l'Autorité aux familles de prisonniers et « martyrs » palestiniens. Une absence quasi totale de transparence est à déplorer sur ces flux, tant sur l'assiette que sur les modalités de calcul des déductions appliquées par Israël et donc des montants nets effectivement reversés.

### 2. LÉGERE PROGRESSION DE L'INDICE PMA EN AVRIL 2023.

Les résultats de l'indice de l'Autorité monétaire palestinienne relatif au cycle économique affichent une légère progression de l'indice global pour la Palestine entre avril 2022 (11, 8 points) et 2023 (13 points). Pour autant, attentes des entrepreneurs de Cisjordanie restent négatives pour les niveaux de production et d'emploi pour les trois prochains mois. S'agissant de la bande de Gaza, l'indice a fortement augmenté entre sa valeur d'avril 2022, -18,6 points, et celle d'avril 2023, qui redevient positive et s'établit à 4,6 en avril 2023. Les entrepreneurs gaziotes font état d'une augmentation des niveaux de production et de vente, ainsi qu'une diminution du volume des stocks depuis le début de l'année. Cependant, leurs attentes concernant les niveaux de production et d'emploi pour les trois prochains mois étaient négatives du fait des incertitudes de la situation économique et politique.



## SYRIE

### 1. LE TAUX DE CHANGE PARALLELE DE LA LIVRE SYRIENNE PAR RAPPORT AU DOLLAR ATTEINT UN NIVEAU HISTORIQUEMENT BAS.

La livre syrienne a franchi le seuil des 8 000 SYP/USD sur le marché parallèle, et s'établit à 8250 SYP/USD le 2 mai. Cela représente une dépréciation de -9% par rapport à la fin du mois de mars, de -18% par rapport à la fin du mois de décembre et de -111% en glissement annuel. Les raisons de la dernière baisse du taux de change sont incertaines. Le marché reviendrait progressivement à une situation de pénurie de dollars, après la fête de l'Aïd Al-Fitr fin avril qui avait provoqué un afflux important d'expatriés et donc de dollars. Le marché aurait aussi bénéficié d'un afflux de dollars après le séisme, mais reviendrait. En parallèle, l'injection d'un volume important de liquidités par le biais d'une prime accordée par le gouvernement à l'occasion du ramadan, et d'une augmentation de salaire accordée par l'administration autonome du nord et de l'est de la Syrie (zone kurde) a augmenté l'offre de livres syriennes, contribuant ainsi à la dépréciation de la monnaie.

LA DIRECTION GÉNÉRALE DU TRÉSOR EST PRÉSENTE DANS PLUS DE 100 PAYS À TRAVERS SES SERVICES ÉCONOMIQUES.  
POUR EN SAVOIR PLUS SUR SES MISSIONS ET SES IMPLANTATIONS : [www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international](http://www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international)

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

REDACTEUR : SERVICE ÉCONOMIQUE RÉGIONAL DE BEYROUTH

EN COLLABORATION AVEC LES SERVICES ÉCONOMIQUES DE LA CIRCONSCRIPTION  
(AMMAN, BAGDAD, JERUSALEM, LE CAIRE, TEHERAN, TEL-AVIV)

CRÉDITS PHOTO : ©SER BEYROUTH